

et les implorer en grâce de se hâter de venir, contre leur gré, nous aider à sortir du préceptice dans lequel nous sommes tombés. (Écoutez!) Est-il étonnant que ces provinces, après avoir entendu formuler si fréquemment l'opinion que nos ministres ont les uns des autres, refusent aujourd'hui de joindre leur sort au nôtre? Mais, en supposant qu'on voudrait les y contraindre, qu'advierait-il? Eh bien! elles feront comme la jeune demoiselle qui se voyant forcée de prendre un mari qu'elle n'aimait pas, crut le temps arrivé de s'enfuir avec un autre. (Écoutez! et rires.) Qu'on le sache bien, les supercheres auxquelles nos ministres ont si souvent recours ne feront que hâter le jour où les provinces maritimes, rompant les liens qui les unissent à la mère-patrie, iront former une alliance ailleurs. Je reprends mon siège, M. l'ORATEUR, en exprimant mon regret de voir la manière en laquelle le gouvernement s'est efforcé d'étouffer la libre discussion d'un sujet d'une aussi vaste importance. (Applaudissements)

M. COWAN—M. l'ORATEUR :—Je ne suis pas tout à fait d'accord avec l'hon. député de Cornwall quant aux causes auxquelles ce pays devait sa prospérité, de 1854 à 1858, ni sur la manière de juger des circonstances où nous nous trouvons. Cet hon. monsieur attribue cette prospérité à la révocation des lois d'usuure. Je ne doute nullement qu'elle y a contribué, mais il est d'autres causes qui ont le pas sur elles. D'abord, les fonds que nous avons importés par millions pour construire nos chemins de fer; ensuite, nos récoltes abondantes—quand celles d'autres pays se trouvaient avoir manqué,—pour lesquelles nous avons obtenu des prix presque fabuleux, car, au lieu de 80 ou 90 centins, le blé valait alors deux piastres et plus le boisseau, sans compter qu'on venait le chercher à la grange pour le porter au moulin. Jamais, M. l'ORATEUR, un pays n'avait vu autant de prospérité; le résultat fut que chacun sortit de sa sphère habituelle, et que les individus, les municipalités et le pays contractèrent des dettes avec le même empressement que si le jour de la solde n'eût jamais dû arriver. Les cultivateurs aisés, dont l'avoir en espèces s'élevait peut-être à mille ou deux mille piastres, crurent devoir augmenter leurs biens-fonds,—et ce ne serait rien s'ils n'avaient fait que dépenser leur argent, mais, dans bien des cas, le patrimoine dut être sacrifié avant que la nouvelle ferme

acquise fut payée, et la maison bâtie dessus est restée sans meubles faute de moyens. Si cette prospérité était inouïe, M. l'ORATEUR, on peut en dire autant de nos revers! La crise commerciale de 1858 vint fondre sur nous et nous trouva avec une récolte presque manquée. La gelée du 11 juin avait détruit la moitié, sinon les trois quarts, de notre blé d'automne. Le blé du printemps, à l'exception de l'espèce dite *fife*, qui était rare alors, fut assez endommagé en certains endroits pour qu'il ne valût pas la peine qu'on le coupât. Beaucoup de cultivateurs se trouvèrent non seulement sans pommes de terre à manger, mais il leur fallut même acheter leur grain de semence pour l'année suivante. Il n'y eut que sur les bestiaux que ces gens là purent faire quelque profit, car ils en obtinrent de bons prix sur les marchés américains, qu'ils fussent maigres ou gras. Mais ces revers n'ont pas laissé que de produire un effet salutaire. Les cultivateurs se remirent à pratiquer la frugalité et l'économie, et s'adonnèrent à l'élevage des bestiaux tout en continuant à cultiver leurs champs. Le pays a pu ainsi se remettre du choc qu'il a éprouvé en 1858, et malgré le peu qu'ont produit les récoltes et les prix comparativement peu élevés qu'on en retire, je trouve tout de même que l'hon. député de Cornwall s'est plu à exagérer le malaise dont le pays souffre; mais si je diffère d'avec lui, sur ce point, je ne donne pas non plus dans l'exocès contraire, comme le député de Wellington Sud, qui entrevoit pour la classe agricole de toute la province un brillant avenir. Il sied bien à mon hon. ami, qui habite une des parties les plus fertiles du Canada, et où les cultivateurs s'occupent de l'élevage des bestiaux qui l'emportent sur ceux de toutes les autres localités, de parler de prospérité agricole, mais dans des endroits moins favorisés, on ne saurait nier que beaucoup souffrent des ravages de la mouche et de la sécheresse inouïe de l'été dernier. (Écoutez! écoutez!)

L'HON. M. LAFRAMBOISE—M. l'ORATEUR :—Lorsque l'autre soir j'avais l'honneur de déclarer dans cette chambre que le gouvernement prendrait tous les moyens pour faire passer son projet de confédération sans amendement, et recourrait à des motions du genre de celle qui nous occupe dans le moment, je ne m'attendais certainement pas à ce que ma prédiction s'accomplirait si tôt, et j'avoue que je ne la croyais pas si juste. Que voyons-nous aujourd'hui, M. l'ORATEUR?